



Le Qatar s'engage à appuyer le Burundi dans son élan de développement socio-économique



En marge de la cinquième conférence des Nations Unies sur les pays moins avancés (PMA) qui s'est déroulée à Doha, le Président de la République du Burundi S.E Evariste Ndayishimiye s'est entretenu avec Son Altesse l'Emir du Qatar sur les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale. Ils ont également eu l'opportunité d'échanger sur la situation sécuritaire dans la Région des Grands Lacs et l'appui multiforme que le Qatar peut apporter dans les efforts de pacification de la région Est de la République Démocratique du Congo.

Cette entrevue a matérialisé la volonté commune des dirigeants burundais et qatari de cheminer vers des relations d'amitié et de coopération renforcées.

Ainsi, dans cette même perspective, un Accord entre le Gouvernement de l'Etat du Qatar et le Gouvernement de la Ré-

publique du Burundi concernant la réglementation de l'emploi des travailleurs burundais dans l'Etat du Qatar a été signé deux jours après l'entretien.

Pour marquer la détermination du Qatar à appuyer le Burundi dans son élan de développement socio-économique,

le Président de la République S.E Evariste Ndayishimiye a échangé avec Monsieur Khalifa Alkawuri, Directeur Général du Fonds Qatari pour le Développement, sur les opportunités de coopération dans les secteurs prioritaires, notamment l'éducation, la santé, l'agriculture et les infrastructures.

A l'issue de ces échanges fructueux, il a été décidé la mise en place d'une commission technique mixte qui examinera les besoins et les projets prioritaires qui bénéficieront d'un appui technique et/ou financier.

Sur le même volet diplomatique de sa visite de travail à Doha, le Chef de l'Etat du Burundi et Président en exercice de l'EAC, S.E Evariste Ndayishimiye a échangé à huis clos avec S.E Philip Mpango, Vice-Président de la République Unie de Tanzanie. (www.presidence.gov.bi)

Dans ce numéro:

page

Le Qatar s'engage à appuyer le Burundi dans son élan de développement socio-économique

1

Conférence sur les pays les moins avancés: Un Programme d'action 2022-2031 pour passer du potentiel à la prospérité

2

Le Vice-Président appelle les femmes burundaises à s'impliquer dans la digitalisation pour développer le Burundi

3

Signature d'un accord de coopération militaire entre le Burundi et la RDC

4

Mwaro : le Ministre en charge de l'agriculture recueille les préoccupations de la population

5

Conférence sur les pays les moins avancés: Un Programme d'action 2022-2031 pour passer du potentiel à la prospérité



En date du 05 mars 2023, le Président de la République S.E Evariste Ndayishimiye a participé aux cérémonies de lancement officiel, à Doha, des travaux de la cinquième Conférence des Nations-Unies sur les Pays les Moins Avancés qui étaient présidées par Son Altesse l'Emir du Qatar.

Les dirigeants, les partenaires et les représentants des organisations de la Communauté internationale se sont retrouvés au Qatar pour examiner les moyens d'accélérer le développement durable des PMA. La première partie de la Conférence avait permis, le 17 mars puis le 1er avril 2022 par l'Assemblée générale, d'adopter le programme d'action de Doha (2022-2031), qui succède à celui d'Istanbul (2011-2020).

Lors de son discours, le Secrétaire général de l'ONU s'est offusqué du faible niveau d'action pour changer

les choses et à appeler à l'unité dans l'action: "Nous pouvons et nous devons nous unir" pour transformer les mots du programme d'action de Doha en résultats tangibles. M. Antonio Guterres a réclamé une « véritable révolution en termes d'assistance » à trois égards: une aide immédiate pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), un soutien pour mobiliser et optimiser les ressources nationales, et une réforme impérative du système financier mondial en créant un « nouveau Bretton Woods ».

En effet, ce sera « la feuille de route » pour résoudre les problèmes des pays moins avancés au cours de la prochaine décennie, a revendiqué l'Émir du Qatar, en sa qualité de Président de la Conférence. S.A Tamim bin Hamad Al-Thani a rappelé aux pays riches et développés leur responsabilité morale d'aider les pays moins avancés: « Ce n'est pas une faveur ». En annonçant lui-même un don de 60 millions de dollars pour soutenir la mise en œuvre du programme, l'Émir a invité les autres États Membres à suivre son exemple.

Au cours du débat général qui a suivi, le Président de la République du Burundi S.E Evariste Ndayishimiye a indiqué que le programme d'action de Doha représente un grand espoir pour les pays moins avancés notamment le Burundi, dont les potentialités peuvent facilement être transformées en réalités si le capital humain et financier est activé. (www.presidence.gov.bi)

S.E Evariste Ndayishimiye: "Il faut renforcer la coopération Sud-Sud"



Du 5 au 9 mars à Doha, des tables rondes de haut niveau relatives au Programme d'action de Doha étaient organisées par les Nations Unies pour recueillir la voix des experts et des représentants des

pays et organisations sur les meilleures voies et moyens de passer du potentiel à la réalisation du programme d'action.

Le 7 mars 2023, le Chef de l'Etat S.E Evariste Ndayishimiye a co-présidé, avec la Première Ministre du Bangladesh, la table ronde thématique de haut niveau sur "le renforcement de la participation des pays les moins avancés au commerce international et à l'intégration régionale".

Le Président Evariste Ndayishimiye a rappelé les défis considérables des pays moins avancés pour s'intégrer dans les systèmes commerciaux mondiaux et saisir les

opportunités des chaînes de valeur mondiales.

Basée sur l'intégration régionale et le commerce international comme moteurs de la croissance économique inclusive, cette table ronde a été une occasion pour S.E Evariste Ndayishimiye de souligner la double peine des Etats enclavés, comme le Burundi: "Il faut renforcer la coopération Sud-Sud."

En effet, la coopération Sud-Sud et la signature des accords commerciaux régionaux contribueront à relever certains défis posés aux pays moins avancés par le système commercial international. Le Chef de l'Etat burundais a donc souligné l'importance de la transformation structurelle pour s'intégrer efficacement.

La table ronde a également bénéficié des contributions substantielles des participants au débat interactif et quelques enseignements en ont été tirés, notamment sur l'urgence de soutenir de façon ac-

crue le redressement durable des pays moins avancés qui ont été durement impactés par la pandémie de la Covid 19 ainsi que la situation géopolitique actuelle.

Il est également apparu que beaucoup reste à faire pour soutenir les efforts des pays moins avancés en vue de leur intégration dans le commerce mondial et régional. Une participation bénéfique et significative des pays moins avancés exige un renforcement des capacités de production, le développement des infrastructures, la création de valeur ajoutée et le commerce des produits à valeur ajoutée.

Un appel a été lancé en faveur de politiques commerciales complémentaires et de soutien à tous les niveaux car, doubler la part des exportations des pays moins avancés d'ici 2031, comme le prévoit le programme d'action de Doha, est un défi, mais possible si un soutien international approprié est mis en place. (www.presidence.gov.bi)

Le Vice-Président appelle les femmes burundaises à s'impliquer dans la digitalisation pour développer le Burundi

Le Vice-Président de la République du Burundi S.E Ir Prosper BAZOMBANZA a rehaussé, le 8 mars 2023 à Cibitoke, les cérémonies marquant la célébration de la journée internationale des Droits des Femmes, sous le thème : "Un leadership engagé pour une digitalisation innovante en faveur de l'égalité de genre". Il appelle les femmes burundaises à s'impliquer davantage dans la digitalisation pour contribuer efficacement au développement du pays.

Lesdites cérémonies ont été débütées par une prière œcuménique, suivie par un défilé des femmes et filles en provenance de diverses institutions et organisations basées au Burundi.

Dans son allocution, le Vice-Président de la République SE Prosper BAZOMBANZA a fait savoir que le Burundi s'associe au monde entier pour célébrer cette journée dans l'objectif d'évaluer l'étape franchie pour promouvoir les Droits des Femmes et d'analyser ensemble la contribution de la femme dans le développement de leur pays. Se référant au



thème de l'année, le Vice-Président de la République a précisé que depuis l'avènement de la digitalisation, beaucoup de personnes pensaient que ces technologies concerneraient uniquement les pays développés mais nous voyons qu'actuellement dans notre pays, elles nous sont d'un grand intérêt.

Il a en outre déclaré que le Gouvernement responsable et laborieux sous le leadership éclairé du Chef de l'Etat, SE Général Major Evariste NDAYISHIMIYE est à l'œuvre pour permettre à tout burundais, dans son coin sur la colline, à accéder au courant électrique afin de rendre plus opérationnel la digitalisation, vue son importance dans le développement du pays (le transfert monétaire, de l'information et autres) sans oublier que la digitalisation contribue à la croissance économique, rapproche les personnes et permet une meilleure utilisation des ressources.

Le Vice-Président de la République a terminé son propos en encourageant la population burundaise y compris les femmes à travailler pour augmenter la production et a saisi l'occasion pour remercier les partenaires

au développement, pour de bonnes relations de coopération qu'ils entretiennent avec le Burundi et a souhaité le renforcement de ces liens pour l'intérêt du peuple burundais.

Signalons que cette journée a été également l'occasion de primer les femmes qui se sont distinguées en montrant des qualités exceptionnelles dans leurs secteurs d'activité. (www.presidence.gov.bi)

Signature d'un accord de coopération militaire entre le Burundi et la RDC



La coopération militaire entre le Burundi et la République Démocratique du Congo se formalise. Le lundi 6 mars 2023, le Ministre burundais de la défense et des anciens combattants Ir Alain Tribert Mutabazi et le Ministre congolais de la défense et des anciens combattants Ir Gilbert Kabanda Kurhenga ont signé à Bujumbura, un Accord de coopération bilatérale en matière de défense entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo.

La signature de cet Accord de coopération militaire a couronné les travaux de la première session de la commission mixte défense et sécurité entre le Burundi et la République Démocratique du Congo.

Le Ministre Ir Alain Tribert Mutabazi a salué le ferme engagement des deux Gouvernements à renforcer la coopération militaire pour une paix durable dans la région des grands lacs en général et sur les frontières burundo-congolaises en particulier.

Cet Accord permettra sans doute de lutter contre la prolifération des armes et des groupes criminels et terroristes, au sein de cette région, et ainsi endiguer les crimes transfrontaliers entre le Burundi et la République Démocratique du Congo a déclaré le Ministre burundais en charge de la défense Ir Alain Tribert Mutabazi. Il a ajouté que cela permettra une libre circulation des biens et des personnes pour un développement économique et social des peuples burundais et congolais.

Le Ministre burundais en charge de la défense a rappelé que le Burundi et la République Démocratique du Congo partagent des frontières maritimes et terrestres, favorables à d'importants échanges commerciaux entre les deux pays. Mais, a-t-il souligné, il est devenu difficile pour les congolais et les burundais de profiter de ce bon voisinage, à cause des malfaiteurs, qui s'infiltrent ou s'installent clandestinement sur les territoires des deux pays, devenant ainsi un frein au développement.

C'est dans cette logique que les leaders au sommet des deux pays ont décidé de renforcer la coopération en matière de défense et de sécurité afin que les burundais et les congolais, soient rétablis dans leurs droits de vivre en paix et de faire des échanges commerciaux, sans entraves a dit le Ministre Alain Tribert Mutabazi.

De son côté, le Ministre congolais de la défense et des anciens combattants de la République Démocratique du Congo, Gilbert Kabanda Kurhenga, cet accord est une phase décisive qui permettra de formaliser, poser les bases nécessaires de coopération et ainsi accélérer la mise des domaines de coopération, entre autres, échange des attachés de défense, d'informations, de renseignements et d'expérience, lutte contre le terrorisme et contre insurrection, formations dans les établissements de formation militaire, assistance technique, échanges d'instructeurs et d'étudiants etc.

Le Ministre congolais de la défense nationale de la République Démocratique du Congo a saisi cette occasion pour saluer les efforts inlassables, l'engagement des autorités burundais, qui ne cessent de soutenir les forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) en cette période, à travers leurs contributions dans les opérations menées par la RDC dans le secteur Sud-Kivu et dans le cadre de la force régionale de l'EAC pour la stabilité de la République Démocratique du Congo et de la sous-région. (www.rtnb.bi)

Mwaro : le Ministre en charge de l'agriculture recueille les préoccupations de la population



Dans le cadre de la mise en application des recommandations de la récente retraite gouvernementale, le Ministre de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage Dr Sanctus Niragira a rencontré jeudi le 09 mars 2023, la population de la province de Mwaro, en vue de recueillir ses doléances et en tenir compte dans l'élaboration des Plans d'Action Annuels (PAA).

Le Ministre de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage Dr Sanctus Niragira a fait savoir que les priorités du Gouvernement sont notamment la sauvegarde de l'environnement afin de garder la fertilité du sol, le partenariat public-privé pour la transformation agroalimentaire, la construction des hangars de stockage et l'amélioration de la race des animaux.

Parmi les préoccupations de la population de Mwaro figurent entre autres le manque de matériel pour accompagner les agri-éleveurs, l'exiguïté des terres, le manque de partenaires au développement, des bâtiments mal gérés et la flambée des prix des denrées alimentaires.

À la question des partenaires au développement qui n'interviennent pas dans la province de Mwaro, le Ministre Dr Sanctus Niragira a tranquilisé en affirmant que la cartographie des interventions est déjà mise en place pour une bonne répartition.

S'agissant des terres domaniales spoliées par des individus, il a fait savoir que ces terres vont être réquisitionnées et attribuées aux coopératives pour l'augmentation de la production.

Concernant l'explosion des prix des denrées alimentaires, Ministre Dr Sanctus Niragira a indiqué que cela dépend de la production disponible dans le pays. C'est dans cette perspective que le Gouvernement du Burundi est à l'œuvre pour sensibiliser les agriculteurs, les fonctionnaires et les opérateurs économiques à s'investir davantage dans le domaine agricole afin d'augmenter la production, a-t-il conclu. (www.rtnb.bi)

Le Ministre en charge de l'agriculture explique les grands axes prioritaires du Ministère

Le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage, Dr Sanctus Niragira, a tracé les grands axes prioritaires de ce Ministère, lors de sa descente en province Ngonzi, vendredi le 10 mars 2023. Il s'agit de la protection des terres cultivables en particulier et de l'environnement en général, de la croissance de la production agricole et animale, ainsi que la conservation et la transformation de la production. Concernant le premier axe, le Ministère prévoit l'utilisation de la fumure de bonne



qualité, la plantation des arbres sur toutes les collines et sur les berges des cours d'eau, et le traçage des courbes de niveau.

Parlant de l'irrigation, Dr Niragira a révélé que le ministère a fait l'identification des espaces irrigables pour y ériger des infrastructures adéquates afin de cultiver même pendant la période aride. S'agissant de la croissance de la production agricole et animale, il est prévu l'augmentation des centres semenciers, la création des agropoles dans les provinces Karuzi et Cibitoke et des centres de rayonnement agricole ainsi que l'introduction de nouvelles cultures. Pour le volet élevage, le ministère compte introduire des bêtes de pur-sang à partir du Kenya et de la Belgique. Quelques 310 vaches doivent arriver incessamment dans des centres naisseurs. A

propos de la conservation et de la transformation de la production, il s'agira de multiplier les unités de transformation, de créer des centres agro-pastoraux dans les communes et des pharmaciens phytosanitaires et vétérinaires. Parmi les grands défis, il a souligné l'explosion démographique, le changement climatique, l'insuffisance des centres semenciers et des experts agricoles sans oublier le manque notoire du matériel agricole nécessaire, les équipements de laboratoire et les outils de mobilité des agronomes. (abp)

Célébration de la journée internationale de la femme



En date de 8 mars de chaque année, le monde célèbre la journée internationale de la femme. Cette année, elle a été célébrée sous le thème : « Un leadership engagé pour une digitalisation innovante en faveur de l'égalité de genre. » Au Burundi, les cérémonies de haut niveau ont eu lieu en province de CIBITOKÉ et ont été rehaussées par le Vice-Président M. Prosper BAZOMBANZA. Le lendemain, le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a réuni les femmes dudit Ministère pour partager un verre. Ces cérémonies ont été rehaussées par la présence du Secrétaire Permanent audit Ministère M. Ferdinand BASHIKAKO.

Dans son discours, Madame Rose NDAYIKEZA qui a représenté la cellule genre au Ministère a remercié vivement le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement d'avoir pensé à elles pour cette journée qui leur est dédiée. Selon elle, c'était un bon signe qui prouve la valeur que

le Ministère réserve aux femmes. Elle a également exprimé sa satisfaction car, selon elle, le Ministère ne ménage aucun effort pour encourager les femmes du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement dans leurs activités quotidiennes.

Pour terminer sa parole, Madame Rose NDAYIKEZA a demandé à ses collègues de fournir beaucoup d'efforts dans leurs activités pour contribuer davantage à relever le rendement.

Le Secrétaire Permanent M. Ferdinand BASHIKAKO qui a représenté le Ministre a rappelé aux femmes du Ministère que c'était une occasion qui leur était offerte pour évaluer leur rôle au développement. Il a également invité les femmes du Ministère à se réunir le plus tôt possible pour échanger sur des actions qu'elles peuvent entreprendre dans le cadre du renforcement de leur développement personnel et socio-économique. Il a en effet dé-

ploré le fait qu'elles se réunissent seulement le 8 mars de chaque année et les a appelées à changer de comportement. (Rédaction-MAECD)

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

Direction de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi